

Le Nouveau  
Contrat Social  
Nouvo Kontra  
Sosyal la

13 novembre / novanm 2005

*Place du Drapeau / Plas Drapo a  
Arcahaie / Akayè*



# Nouveau Contrat Social

Novembre 2005

## Préambule

*Nous, citoyennes et citoyens membres ou représentantes et représentants d'organisations, d'institutions et de regroupements issus des différents secteurs vitaux de la société haïtienne;*

### Désireux (ses)

*De vivre dans une société démocratique, juste, prospère, équitable et solidaire;*

### Convaincus (es)

*Que les femmes et les hommes d'Haïti disposent de la capacité de se hisser à la hauteur des grandes exigences nationales du moment;*

#### Fiers (ères) et gardant à l'esprit

- que tout comme les États-Unis en 1776 et la France en 1789, Haïti en 1804 a apporté une contribution essentielle à l'histoire du monde moderne ;
- **que nos ancêtres ont fait avancer les idéaux d'égalité et de liberté et ont fait triompher, au coeur de l'histoire universelle, le principe de l'égale humanité des peuples ;**
- que 1804 a été le point d'aboutissement en Haïti et le point de démarrage ailleurs, de luttes anti-esclavagistes, anti-racistes et anti-colonialistes ;

#### Reconnaissant

- que, dans notre pays, malgré des luttes constantes et héroïques, nous n'avons pas pu mettre en place pour l'ensemble de la population les structures et institutions garantes de l'exercice des droits citoyens ;
- que jusqu'ici nous avons vécu dans une société marquée par de multiples exclusions ;
- que nous avons manqué beaucoup de rendez-vous historiques décisifs ;
- que nous devons à tout prix nous montrer à la hauteur des défis d'aujourd'hui ;

## Conscients (tes)

---

- que le plus grand des défis actuels consiste à construire **simultanément** la démocratie politique, la modernisation économique, et à satisfaire les grandes aspirations sociales ;
- que ce **saut qualitatif** exige un changement dans les mentalités et les comportements ;
- qu'une telle entreprise requiert humilité, volonté, patience et ténacité ;

## Constatant avec satisfaction

---

Qu'en dépit des grandes fractures qui caractérisent notre société, des secteurs aux intérêts divergents, voire contradictoires, se sont rapprochés, pour exposer leurs points de vue diversifiés et s'engager résolument dans la mise en oeuvre d'un projet de **Nouveau Contrat Social** ;

## Encouragés (ées) et confortés (eés)

---

par l'espoir et l'enthousiasme qu'a fait naître le projet d'adoption d'un **Nouveau Contrat Social**, nous avons entamé dans la diversité de nos origines sociales ou régionales et de nos visions politiques, un dialogue franc et constructif sur notre histoire, nos représentations et sur l'état général du pays ;

## Déclarons

---

adopter un **Nouveau Contrat Social** en vue d'établir une nouvelle forme d'appartenance à la nation haïtienne à travers une charte de citoyenneté ;

## Proclamons

---

Ce n'est ni l'origine, ni la position sociale, ni le degré de fortune, ni le niveau d'éducation ou la couleur de la peau; ce n'est ni le sexe, la religion ou le niveau de capacité physique ou mentale qui fonde et détermine la citoyenneté ;

C'est la jouissance effective des droits civils et des droits civiques qui font de chaque Haïtienne, chaque Haïtien, une citoyenne, un citoyen à part entière ;

**C'est la reconnaissance de l'autre comme citoyenne et citoyen**, membre à part entière d'une même communauté politique, qui garantit la citoyenneté ;

## Confirmons

---

les résultats d'une vaste consultation nationale réalisée durant deux années et demie à travers tout le territoire et entre tous les secteurs vitaux de la société autour de diagnostics clés, de consensus sur des points d'accord et de blocage ;

## Assumons

---

avec le **Nouveau Contrat Social** les grandes lignes d'un consensus minimal entre les citoyennes et les citoyens sur la base d'une série de points d'accord qui constituent déjà une vision commune et une volonté partagée pour la construction d'un nouveau vivre ensemble ;

# Convenons de l'impérieuse nécessité:

## 1 - De l'instauration d'une justice citoyenne.

---

Cette justice citoyenne implique la possibilité pour chaque citoyenne et chaque citoyen d'être identifié(e) et reconnu(e) comme sujet de droits et de bénéficier de la stricte application

du principe d'égalité devant les lois, de la garantie de sa sécurité et de l'accès à la justice sans aucune discrimination de lieu, de langue et de situation sociale, notamment par la disponibilité d'une assistance juridique au besoin.

## **2 - De l'institutionnalisation de la vie politique.**

---

Cette institutionnalisation exige l'existence, entre l'État et les citoyens, de structures politiques de médiation tels le Parlement, les assemblées locales, les associations et les partis politiques, où se développe en propre l'action politique. Elle conduit par ailleurs au respect rigoureux des règles du jeu démocratique constitutionnellement établies et fixant les modes d'accès au pouvoir et de son exercice.

## **3 - De la dynamisation et de la modernisation de l'économie.**

---

Cette dynamisation passe obligatoirement par la croissance économique à travers la création d'emplois productifs dans les trois grands pôles de développement que sont l'agriculture, l'industrie et les services. La croissance ainsi générée n'est certes pas une condition suffisante mais elle s'avère indispensable pour résoudre le problème crucial de la misère par la création de richesses.

La croissance dans l'équité et dans la perspective du développement durable suppose l'existence de conditions favorables à la compétitivité ainsi que d'un climat et d'un cadre propices au fonctionnement d'une économie moderne capable de donner à l'État les moyens d'une politique efficace de redistribution des fruits de la croissance. L'un des éléments pivot du nouveau cadre est le respect des droits inaliénables des travailleuses et des travailleurs, créateurs de richesses.

## **4 - D'une éducation de tous pour la citoyenneté.**

---

L'éducation constitue l'élément moteur de la promotion et de la consolidation continue de la citoyenneté en permettant à toutes les Haïtiennes et à tous les Haïtiens, sans distinction, de disposer de références communes comme citoyens. Ainsi, chaque Haïtienne, chaque Haïtien de tout âge acquiert des chances égales d'accéder au développement de ses capacités. Elle assure en priorité à tous les enfants du pays sans

distinction de lieu, d'origine, de sexe ou de religion une formation scolaire, professionnelle et supérieure tout en constituant par ailleurs le ciment d'une vaste et constante solidarité nationale.

## **5 - De la valorisation du sport, de l'éducation physique, de la compétition sportive et des loisirs.**

---

Le sport et la compétition sportive ont le mérite de permettre l'épanouissement physique et mental de la femme et de l'homme haïtien, de contribuer à renforcer le lien social dans l'humilité, le fair-play, la solidarité et de rehausser l'image de notre pays au niveau international. Les citoyennes, les citoyens et l'État ont la responsabilité à partir d'un cadre légal de promouvoir et de financer les infrastructures nécessaires à l'accès généralisé à la pratique du sport et des loisirs.

## **6 - D'un accès universel aux soins de santé.**

---

Cet accès universel doit assurer à toutes les Haïtiennes et à tous les Haïtiens la jouissance du droit à la santé réparant ainsi la grande disparité qui touche en particulier le milieu rural et les couches les plus défavorisées. Sa mise en œuvre progressive implique nécessairement la mobilisation de tous les secteurs de la nation pour un mouvement de solidarité permettant l'organisation de systèmes efficaces et durables de financement de la santé.

## **7 - De la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine et de la créativité culturelle.**

---

Cette sauvegarde et cette valorisation supposent la mise en place de conditions pour la protection, la promotion et le développement de tous les domaines de la culture et d'en favoriser l'accès à tous les citoyens à quelque couche sociale qu'ils appartiennent. Il importe, en outre, que soient stimulées et encouragées en permanence les capacités de création dans une perspective de rentabilité économique et sociale sans verser dans le mercantilisme culturel.

## **8 - D'un développement régional équilibré.**

---

Ce développement rend nécessaire un réaménagement du territoire national en vue d'une répartition équilibrée des activités économiques, des ressources budgétaires ainsi qu'une déconcentration et une décentralisation bien régulée des services publics. Cela contribuera à ce que chaque région puisse désormais développer de manière durable son potentiel et ses atouts.

## **9 - De la régulation du développement urbain.**

---

Cette régulation qui s'avère indispensable nécessite une planification et une gestion du développement urbain, mobilisant aussi bien l'Etat central que les collectivités territoriales avec le concours de capacités de différents horizons professionnels. Cette prise en charge qui tiendra compte de l'accélération du processus de bidonvilisation, de ses graves et dramatiques privations pour tant de familles, s'accompagnera nécessairement de mesures urgentes et soutenues pour l'amélioration durable du paysage haïtien.

## **10 - D'une réelle intégration des Haïtiennes et Haïtiens vivant à l'étranger.**

---

Cette intégration qui reconnaît le rôle majeur des compatriotes vivant à l'étranger dans la vie économique et sociale du pays ainsi que leur attachement à leur terre d'origine rendent urgentes la mise en place de lois, de structures et de mécanismes garantissant leur participation effective au développement national et à la vie politique du pays. Il est aussi indispensable que soit considéré un amendement constitutionnel qui reconnaisse que la naturalisation en terre étrangère n'entraîne pas la perte de la nationalité haïtienne et qui tienne compte d'un débat serein sur les vrais intérêts du pays en matière de double nationalité.

## **11 - De l'environnement comme priorité nationale.**

---

L'environnement s'avère être aujourd'hui l'une des grandes priorités nationales. Les risques de famine généralisée, de pénurie d'eau potable et de désertification croissante menacent la vie sur le territoire national et imposent dans le court et moyen terme une gestion rationnelle aussi bien des ressources naturelles que des risques et désastres. L'extension progressive de l'accès à l'eau et aux nouvelles sources d'énergie créera de meilleures conditions pour enrayer la déforestation alarmante et permettre à la nature de retrouver son équilibre.

## **12 - Du Nouveau Contrat Social pour la reconquête de notre souveraineté.**

---

Cette souveraineté ne réside pas dans celle d'un président ou d'un gouvernement, mais dans celle du peuple lui-même comme ensemble de citoyennes et de citoyens dont les droits fondamentaux sont reconnus et protégés par l'État. Cette souveraineté est la seule qui conforte et renforce l'État dans ses rapports avec les autres États et le rend plus apte à défendre le territoire national, les ressortissantes et ressortissants haïtiens et les intérêts nationaux dans un monde globalisant.

**Reconnaissons, au-delà de ces points d'accord, la persistance d'une série de blocages historiques, discriminations et préjugés qui constituent une entrave à notre cohésion sociale;**

---

# Convenons de la nécessité de dépasser :

## **1 - Les discriminations contre la paysannerie.**

---

Ces discriminations perdurent à cause, entre autre, de la stigmatisation qui avait été faite contre la paysannerie dans l'état civil et de la non reconnaissance de son rôle fondamental dans le maintien de l'économie nationale. Stigmatisation et non reconnaissance qui ont contribué à maintenir les paysans en dehors de la citoyenneté et à entretenir des rapports sociaux fondés sur le manque ou l'absence de considération pour tout ce qui de près ou de loin rappellerait cette condition d'exclu et de marginalisé.

## **2 - Les discriminations contre le créole.**

---

Ces discriminations que nous retrouvons aussi bien dans le système scolaire que dans les médias écrits et dans l'administration constituent pour une large tranche de la population un obstacle majeur à la jouissance pleine et effective des droits et privilèges rattachés à la citoyenneté. De telles attitudes discriminatoires vis-à-vis de la seule langue parlée par l'ensemble de la population haïtienne et principal instrument de lien social entre toutes et tous, contribuent de manière indiscutable à renforcer l'exclusion.

## **3 - Les discriminations contre le vodou.**

---

Les discriminations contre le vodou perdurent à cause des séquelles de l'esclavage, de la non reconnaissance aussi bien de son rôle social particulièrement dans le monde rural que de son apport comme source d'inspiration à la création culturelle et artistique.

## **4 - Les discriminations contre les femmes.**

---

Ces discriminations qui consistent à ne pas considérer les femmes comme égales aux hommes ont conduit à éloigner celle-ci de la sphère publique et à leur refuser les mêmes droits qu'ont les hommes dans l'organisation du travail et la vie politique. Elles contribuent par ailleurs à conforter la domination masculine et donnent lieu, dans de nombreuses sphères de la vie sociale, à des abus et à des pratiques de violence et d'exclusion.

## **5 - Les discriminations liées aux handicaps et à la santé.**

---

Les discriminations contre les personnes sur la base de leur handicap physique ou mental ou de leur état de santé sont un obstacle à la reconnaissance de leur dignité comme être humain et de leur citoyenneté en égalité avec tous les autres citoyens. Une société qui ne prend pas en compte avec efficacité la question des personnes à besoins spéciaux dites handicapées reflète ses propres difficultés à la construction d'une citoyenneté inclusive et solidaire.

## **6 - Le déni de droit et de protection de l'enfant.**

---

Ce déni, héritage des pratiques esclavagistes, constitue un frein à l'avènement d'une société plus juste. Il contribue entre autre à exposer les enfants à la délinquance et à faire d'eux des victimes de trafics de tous ordres. Ce déni résulte également des pratiques courantes d'absentéisme paternel.

## **7 - Les discriminations contre les pratiques religieuses.**

---

La liberté religieuse est un droit inaliénable qui exclut toutes les formes de discrimination à l'égard de n'importe quelle pratique religieuse. L'État haïtien devrait entretenir une relation d'égalité avec toutes les religions de manière à protéger le droit à leur libre exercice, lequel devra toutefois être inscrit dans le cadre de la loi, de la dignité humaine et du respect de la liberté de conscience et d'opinion.

## **8 - Une vision réductrice du peuple.**

---

Celle-ci consiste à envisager le peuple comme exclusivement formé par la masse des gens pauvres et analphabètes et à ne pas considérer comme partie intégrante du peuple une fraction considérable des gens sous prétexte qu'ils sont plus aisés, mieux éduqués. Le **Nouveau Contrat Social** se fonde sur une vision inclusive du peuple car les visions réductrices et exclusivistes entravent les possibilités d'exercice de la citoyenneté pour tous et de déploiement de tout projet national et solidaire.

## **9 - Le préjugé de couleur.**

---

Ce préjugé né de la domination esclavagiste et colonialiste nous a laissé en héritage un classement arbitraire et hiérarchisé des hommes et des femmes selon la couleur de leur peau, qui renforce une organisation sociale déjà construite sur une grande exclusion. Il est souvent utilisé dans la sphère politique pour manipuler et masquer les causes profondes et complexes de l'exclusion. Le préjugé de couleur constitue ainsi un sérieux obstacle à l'avènement d'une conscience de l'égalité citoyenne.

## **10 - Une démission collective face à la misère.**

---

Cette démission collective se manifeste à tous les niveaux de la société par un certain accommodement avec l'inacceptable misère des autres. Cette situation nous porte tous, entre autres, à sous-estimer l'énergie, la volonté, le potentiel créateur qui existent dans les couches défavorisées dans leur lutte pour la survie indi-

viduelle et qui pourraient être investis dans la transformation de la société.

## **11 - Une perception négative de la richesse.**

---

Cette perception ne valorise pas assez la production de richesses et ce dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'échelle sociale. Le travail comme principal moyen d'acquisition et de production de richesses n'est pas compris à sa juste valeur. Et on assiste de plus en plus à une confusion entre production de richesses dans le cadre de la légalité et du respect des droits et enrichissement illicite et frauduleux. En outre l'apport de l'entreprise privée au développement de toute la collectivité n'est pas toujours compris et apprécié à sa juste valeur.

## **12 - Une mauvaise conception de l'autorité.**

---

Cette conception est une déviation de la notion d'autorité puisqu'elle fait de tout chef un potentat. De même l'idée courante d'un président comme bon Papa de Papa Dessalines et Papa Pétion à Papa Doc et Lafanmi, contribue à maintenir la population, au plan politique, dans une condition infantile et l'astreint à vivre dans un régime de faveur et non dans un régime de droit.

## **13 - Des conceptions erronées de l'Etat.**

---

Les conceptions erronées de l'Etat sont largement partagées dans différentes couches sociales. L'Etat est vu en général soit comme un instrument au service d'une catégorie de citoyens, soit comme une source inépuisable d'enrichissement ou enfin comme une machine à répression. Il est aussi souvent considéré comme une entité capable de satisfaire dans l'immédiat tous les besoins de la population ou enfin comme une machine à répression. Autant de visions qui constituent des obstacles pour que les Haïtiennes et les Haïtiens accèdent à une citoyenneté véritable et construisent un Etat capable de garantir les droits fondamentaux et le développement national ;

# En conséquence :

## **en tant que citoyennes et citoyens, nous nous engageons dans nos vies tant publiques que privées :**

- 1 à être proactifs dans la promotion et l'application des points d'accords exprimés et souhaités par la grande majorité de nos concitoyennes et concitoyens dans le cadre des consultations nationales ;
- 2 à faire les efforts appropriés pour dépasser les comportements discriminatoires et d'exclusion identifiés comme blocages à la construction d'une citoyenneté haïtienne égalitaire et solidaire ;
- 3 à renforcer notre capacité à nous regarder nous-mêmes, à nous armer d'humilité afin de rechercher sans cesse un niveau de sagesse tant individuelle que collective, notamment en faisant l'apprentissage continu de la résolution des conflits par le dialogue et par des moyens non-violents ;
- 4 à continuellement cultiver chez nous la tolérance, la considération pour les autres, l'amour pour nos concitoyennes et nos concitoyens, ainsi que le respect de toutes les minorités ;
- 5 à promouvoir et à valoriser dans notre langage ainsi que dans nos attitudes et nos comportements, le paysan haïtien, le créole et notre culture ;
- 6 à respecter et promouvoir l'égalité des genres et le rôle de la famille dans le renforcement du tissu social ;
- 7 à renoncer dans notre langage, nos comportements et nos attitudes, aux pratiques discriminatoires contre les enfants, les personnes à capacités réduites ;
- 8 à accorder un égal respect à toutes les pratiques religieuses ;
- 9 à valoriser l'esprit d'initiative ainsi que toute création de richesses matérielles, culturelles ou artistiques à quelque niveau social que ce soit ;

- 10 à œuvrer de manière proactive et directe à la remise en état et à la protection du patrimoine et de l'environnement ;
- 11 à utiliser les ressources rares avec un constant souci de préservation pour les générations futures ;
- 12 à initier et développer des pratiques qui contribuent à l'avènement d'un peuple citoyen au-delà de l'origine sociale, de l'appartenance religieuse, du genre de la couleur de la peau, du handicap physique ou mental ;
- 13 à renforcer de manière active les associations de la Société Civile et les institutions politiques que sont le Parlement, les assemblées locales et les partis politiques ;

## **en tant que citoyennes et citoyens, nous nous engageons à porter l'État haïtien dans ses politiques publiques:**

- 1 à assumer pleinement le rôle qui lui revient dans la construction d'une véritable nation ;
- 2 à viser en priorité l'inclusion, principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de la justice et des services de base ;
- 3 à consentir, dans les infrastructures, des investissements prioritaires en télécommunications, électricité et routes, comme facteurs de renforcement de la communauté et de l'épanouissement de la nation ;
- 4 à prendre des dispositions juridiques et administratives pour lutter et sévir contre toute pratique discriminatoire liée à l'origine sociale, au genre, à la couleur de la peau, à l'appartenance religieuse et au handicap physique ou mental ;
- 5 à encourager par des mesures incitatives le développement d'espaces pour les activités de socialisation et d'intégration, notamment

le sport, le service civique, les initiatives culturelles, les loisirs ;

- 6 à mettre sur pied une école qui donne à toutes et à tous des chances égales, avec des méthodes et un contenu renouvelés notamment dans la technologie et qui valorise le créole, la maîtrise du français, tout en ouvrant sur la connaissance obligatoire d'autres langues ;
- 7 à prendre et appliquer toutes les mesures appropriées pour combattre la corruption et la fraude ainsi que pour travailler dans la transparence et rendre compte périodiquement de sa gestion ;
- 8 à oeuvrer de manière urgente et soutenue pour la remise en état et la protection de l'environnement et pour un développement urbain rationnel ;
- 9 à créer les conditions, le climat et le cadre appropriés pour une croissance et une modernisation économiques dans l'équité et dans le sens du développement durable ;
- 10 à redistribuer les fruits de la richesse nationale dans les secteurs sociaux en donnant l'impulsion à une vraie solidarité nationale ;
- 11 à accélérer de manière régulée la déconcentration et la décentralisation ;
- 12 à pousser ses représentantes et représentants, quels qu'ils soient, à exercer leur autorité sans recours aux pratiques répressives ou à l'octroi de faveurs mais plutôt dans le respect du bien commun et des droits citoyens ;
- 13 à promouvoir l'autonomie et l'exercice de nos droits citoyens, condition essentielle de la souveraineté de l'Etat dans ses rapports avec les autres Etats dans un monde globalisant ;
- 14 à inclure impérativement les valeurs de la citoyenneté dans les programmes de l'éducation formelle et non formelle ;
- 15 à résoudre les conflits prioritairement par le dialogue et la non violence ;

## **en tant que membres et représentantes ou représentants d'organisations de la société civile, nous nous engageons :**

---

- 1 **au niveau du secteur de la paysannerie** à toujours jouer notre rôle fondamental dans le développement économique du pays, à collaborer à toute politique qui permette notre accès à l'éducation, à la santé, à la justice, aux services de base, qui nous reconnaisse comme des producteurs de richesse et à appuyer toute entreprise qui valorise l'éducation de nos enfants, particulièrement celle de nos filles, à promouvoir le rôle de la femme et à oeuvrer de manière directe pour la remise en état et la protection de notre environnement ;
- 2 **au niveau du secteur syndical** à appuyer toute politique publique et initiative privée qui visent l'augmentation de l'emploi et des richesses nationales dans le strict respect de nos droits inaliénables et qui nous garantissent un accès à la formation, à la sécurité sur les lieux de travail; de même à promouvoir, au sein de nos associations, une participation plus active des femmes et à valoriser le rôle de la paysannerie ;
- 3 **au niveau du secteur Professionnel** à participer dans le cadre de nos activités à la croissance économique et à appuyer toute politique publique qui vise par des mesures fiscales appropriées à améliorer la situation des secteurs défavorisés; à continuellement faire preuve de créativité, d'innovation et d'implication pratique dans la construction de la société haïtienne; à aider au renforcement du lien social tant dans la promotion du rôle de la femme que dans l'importance du créole pour notre société et dans la valorisation du paysan ;
- 4 **au niveau du secteur des affaires** à être partie prenante de la croissance économique dans le respect des règles du jeu et des droits des travailleuses, travailleurs et des syndicats; à participer à tout effort de solidarité nationale; à valoriser le rôle de l'État comme vecteur de redistribution de richesses en remplissant nos obligations fiscales; à inciter

- l'ouverture de l'actionnariat et l'élargissement des associations patronales; à promouvoir l'investissement, l'émergence de nouvelles entreprises; à valoriser l'importance du créole comme principal lien social de notre société ainsi que le rôle majeur du paysan dans notre économie ;
- 5 **au niveau des associations de femmes** à œuvrer, en collaboration avec les autres secteurs, à l'application des lois émancipatrices existantes et à en exiger de nouvelles; à travailler à faire disparaître les discriminations dont nous sommes victimes, nous femmes, noyau de la famille, agentes économiques et citoyennes ; à favoriser notre participation effective à la vie politique, à transmettre les valeurs citoyennes dans l'éducation de nos enfants et à aider à casser le cycle de traitement inégal des filles en matière d'éducation ;
  - 6 **au niveau du secteur des organisations populaire** à contribuer à l'aboutissement de toute politique publique visant à faciliter l'accès de l'ensemble de nos communautés de base aux services essentiels, à l'éducation, à la santé, au logement, à la justice et qui, en augmentant progressivement les opportunités d'emploi et d'investissements pour nos membres, fasse aussi de nous des productrices et des producteurs de richesses, à valoriser le rôle du paysan et celui des femmes ainsi qu'à promouvoir le respect des enfants et des personnes à capacités réduites ;
  - 7 **au niveau du secteur Vodou**, à nous organiser pour une représentation plus cohérente et œuvrer pour que le vodou participe pleinement au développement de notre pays ;
  - 8 **au niveau du secteur éducatif** à nous mobiliser dans le cadre de politiques publiques adéquates à l'avènement d'une école moderne dans son contenu et ses méthodes et qui donne aux Haïtiennes et aux Haïtiens les mêmes références; à transmettre les valeurs contenues dans le **Nouveau Contrat Social** qui contribueront à faire de nos compatriotes, en particulier les jeunes, des citoyennes et des citoyens à part entière ;
  9. **au niveau du secteur des jeunes et des étudiants** à doubler d'efforts afin d'aider à créer avec nos aînés le consensus nécessaire pour construire une société démocratique, juste, prospère et solidaire car nous héritons d'une nation écartelée, déchirée, incapable de répondre aux besoins de ses filles et de ses fils; à accepter notre responsabilité à contribuer à la mise en œuvre et à la transmission aux générations futures des valeurs du **Nouveau Contrat Social** ;
  - 10 **au niveau du secteur des personnes à capacités réduites dites handicapées** à promouvoir les droits des personnes à besoins spéciaux en vue de leur participation pleine et entière au développement national et à la construction d'une société plus inclusive ;
  - 11 **au niveau du secteur confessionnel** à promouvoir, selon l'esprit du **Nouveau Contrat Social**, la liberté du culte religieux dans les conditions de reconnaissance et de fonctionnement prévues par la loi et à faciliter, en notre sein, l'appropriation et la promotion du contenu, des valeurs et principes prônés dans le **Nouveau Contrat Social**, afin d'aider à l'avènement d'une société haïtienne juste, prospère, équitable, éclairée et solidaire ;

**Nous, citoyennes et citoyens membres ou représentantes et représentants d'organisations, d'institutions et de regroupements issus des différents secteurs vitaux de la société haïtienne, dans chacun de nos secteurs, prenons la ferme résolution de porter comme totalement nôtres les aspirations et les engagements de tous les autres secteurs ainsi que tous les autres engagements pris par les citoyennes et citoyens tant dans leur vie privée et publique que dans les exigences posées pour les politiques publiques de l'Etat.**

## PLAIDOYER

*La matérialisation des aspirations et engagements consignés dans le Nouveau Contrat Social, tel que proclamé à l'Archaie le 13 novembre 2005, ne peut être que le résultat d'une longue lutte.*

*Un plaidoyer s'étendant sur plusieurs années suivra le lancement officiel de ce Nouveau Contrat Social. Ce plaidoyer se déploiera sur trois grands axes: une campagne d'information soutenue, un programme d'éducation, et la promotion systématique des dispositions du Nouveau Contrat Social auprès du Parlement et des instances de décision. Il implique une mobilisation et un renforcement continu de la Société Civile dans les capacités de celle-ci à être à la fois une instance de proposition et de vigilance et une force de pression.*

*Fermement résolu à entreprendre toutes les démarches appropriées pour parvenir à la construction d'une nation démocratique juste, prospère et solidaire, convaincus qu'un dialogue permanent est indispensable pour atteindre cet objectif, nous offrons ce Nouveau Contrat Social comme un apport significatif à tous ceux qui aspirent au changement.*

# NOUVO KONTRA SOSYAL

Novanm 2005

## PREYANBIL

*Noumenm, sitwayèn ak sitwayen ki manm oubyen reprezantan òganizasyon, enstitisyon epi regrouman ki soti nan plizyè sektè vital sosyete ayisyèn nan;*

### Nou vle

*Viv nan yon sosyete demokratik, ki gen jistis, ki pwospè, ekitab ak solidè;*

### Nou Kwè

*Fi kou gason nan peyi Dayiti gen konpetans ak kapasite nesèsè pou yo reflechi, epi pou yo pran desizyon sou gwo pwoblèm nasyonal nou gen jounen jodi a;*

### Nou santi nou fyè epi n ap toujou sonje

- Menm jan ak Lèzetazini nan lane 1776, menm jan ak Lafrans nan lane 1789, Ayiti an 1804 te pote yon kontribisyon enpòtan nan listwa modèn nan ;
- Zansèt nou yo te pèmèt pwogrè fèt nan lideyal libète ak egalite, epi yo te batay jouk yo te fè rekonèt prensip egalite ant tout pèp sou latè pou premye fwa nan listwa ;
- 1804 te reprezante dat finisman an Ayiti epi kòmansman lòt kote lit kont lesklavaj, lit kont rasis, lit kont kolonyalis ;

### Nou rekonèt

- Malgre gwo lit ewoyik nou te mennen san rete, malgre gwo viktwa nou te ranpòte, nou pa janm rive mete kanpe bon jan estrikti ak enstitisyon pou popilasyon an ekzèsè dwa sitwayen l kòm sadwa ;
- Jiskounye a, nap viv nan yon sosyete ki mete pliziè pòsyon moun sou kote ;
- Nou rate anpil gwo randevou istorik enpòtan
- Nou dwe fè tout sa nou kapab pou n rive leve defi nou genyen devan nou jounen jodi a ;

## **Nou konsyan**

---

Pi gwo defi nou genyen devan nou koulye a, se rive konstwi anmenm tan demokrasi politik, modènizasyon ekonomik epi satisfè aspirasyon sosyal popilasyon an genyen ;

Bon kalitatif sa a mande nou change mantalite ak konpòtman ;

Yon jefò konsa mande pou n gen imilite, volonte pasyans ak tenasite ;

## **Nou konstate ak kèkontan**

---

Malgre kokenn divizyon ki ekziste andedan sosyete a, gen sektè atout yo pa gen menm enterè, atout yo gen enterè opoze, yo rive mete tèt yo ansanm pou yo pataje lide yo genyen, yon fason pou yo ka mete ak detèminasyon yon **Nouvo Kontra Sosyal** sou pye ;

## **Nou ankouraje, Nou plen konfyans,**

---

Ak lespwa epi kè kontan projè adopsyon **Nouvo Kontra Sosyal** sa a kreye, nou kòmanse yon dyalòg sensè ak konstriktif sou istwa peyi nou, jan nou wè l nan tèt nou epi sou eta jeneral li, tousa malgre orijin sosyal nou pa menm, malgre nou pa soti menm kote nan peyi a, malgre vizyon politik nou pa fòseman sanble ;

## **Nou deklare**

---

Nou adopte yon **Nouvo Kontra Sosyal** pou tabli ki nouvo jan nou vle fè pati de nasyon ayisyèn nan jounen jodi a, a pati yon Chat Sitwayèn ;

## **Nou pwoklame**

---

- Se pa orijin sosyal yon moun, ni pozisyon sosyal li nan sosyete a, ni valè lajan li genyen, ni valè konesans li osnon koulè po l, sèks li, relijyon l, ni paske li enganm ki fonde oswa detèmine sitwayènte l ;
- Se lè yon moun, fi kou gason, anmezi pou l jwi tout bon vre dwa sivil ak dwa politik, li vin yon sitwayèn yon sitwayen total ;
- Se lè w rekonèt lòt la tankou yon sitwayèn, yon sitwayen, lè w rekonèt lòt la tankou yon manm egal ego yon menm kominote politik, ou garanti sitwayènte a ;

## **Nou sètifye**

---

Rezilta yon kokenn konsiltasyon ki te fèt nan tout peyi a ak tout sektè vital sosyete a pandan de (2) lane edmi pou n chèche konnen kouman nou kapab jwenn antant ant Ayisyèn ak Ayisyen, epi pou n idantifye pwoblèm ki reprezante blokaj ki anpeche peyi a vanse ;

## **Nou asime**

---

Ak **Nouvo Kontra Sosyal** la, grann liy yon konsansis minimòm ant sitwayèn ak sistwayen dapre yon seri pwèn nou dakò sou yo, epi ki konstitye deja yon menm vizyon ak yon menm volonte pou bati yon nouvo fason pou nou tout rive viv ansanm ;

# **Nou rekonèt li nesesè pou nou mande :**

## **1 - Etablisman yon jistis sitwayèn**

---

Jistis sitwayèn sa a dwe bay chak sitwayèn ak sitwayen posibilite pou yo idantifye epi rekonèt tèt yo tankou yon sijè ki gen dwa pou li benefisye de prensip egalite devan tout lwa epi pou yo ga-

ranti sekirite yo epi pou yo jwenn jistis san okenn diskriminasyon nan sa ki gen pou wè ak kote yo rete, lang yo pale epi sityasyon sosyal yo, pou yo jwenn tou yon asistans jiridik sizoka yo ta bezwen kalite asistans sa a ;

## **2 - Enstitisyonnalizasyon lavi politik la**

Enstitisyonnalizasyon sa a mande pou genyen ant Leta ak sitwayen yo plizyè estrikti politik entèmedyè tankou Paleman, asanble lokal, asosiyasyon, pati politik yo, kote se lamenn aksyon politik la devlope.

Enstitisyonnalizasyon sa a anplis, mande respè règ jwèt demokratik konstitisyon an tabli nan jan pou yo rive nan pouvwa epi ki jan pou eksèse l.

## **3 - Dinamizasyon ak modènizasyon ekonomi an**

Dinamizasyon sa a pase obligatwaman pa kwasans ekonomik la, atravè kreyasyon richès nan twa (3) pi gwo pòl devlopman yo ki se: agrikilti, endistri ak sèvis. Se sèten, kwasans la pa sèl kondisyon pou regle pwoblèm yon sosyete men li endispansab pou ede rezoud pwoblèm prensipal lamizè a.

Yon kwasans kap fèt nan egalite dwa ak nan pèspektiv devlopman dirab, sa sipoze gen kondisyon, anbyans ak yon kad pwopis pou yon ekonomi modèn fonksyone. Ekonomi ki gen kapasite bay yon Leta responsab mwayen pou fè yon politik efikas pou redistribye fwi kwasans la. Yonn nan eleman ki nanm kad la, se respè dwa travayè ak travayè kòm moun kap kreye richès.

## **4 - Edikasyon tout moun pou konsolide sitwayènte a**

Edikasyon tout moun se eleman motè promosyon ak konsolidasyon san rete sitwayènte a, lè li pèmèt tout Ayisyèn ak tout Ayisyen, san diferans, posede menm referans antan ke sitwayen. Konsa, chak Ayisyèn, chak Ayisyen kèlkilanswa laj li, jwenn menm chans pou li kapab devlope kapasite l. Li asire an priyorite tout timoun peyi a kèlkilanswa kote yo fèt, orijin yo, sèks yo, relijyon yo, fòmasyon eskolè, pwofesyonèl ak siperyè etan gen yon kokenn chen solidarite nasyonal kap konstitye pou kenbe mouvman sa a djanm.

## **5 - Mete an valè espò, edikasyon fizik, konpetisyon espòtiv ak lwazi**

Espò ak konpetisyon espòtiv gen merit pèmèt li ak gason ki nan peyi a epanouyi tèt yo fizikman ak mantalman, yo kontribye tou ranfòse lyen sosyal la nan lespri tolerans, imilite, fèple ak solidarite. E sa ap pèmèt leve figi peyi nou an nan konpetisyon intènasyonal.

Sitwayèn, sitwayen epi Leta gen pou yo pran responsabilite dapre yon kad legal pou promouvwa ak finanse enfratrikti ki nesèsè pou jeneralize pratik espò ak lwazi pou tout moun.

## **6 - Swen sante pou tout moun**

Swen sante sa a fèt pou asire tout Ayisyèn ak Ayisyen gen dwa pou l jwenn swen sante. Se yon fason pou repare gwo diferans ki touche an patikilye milye riral la ak kouch ki pi defavorize yo. Mete bagay sa a kanpe pezape mande obligatwaman pou tout sektè nan nasyon an kanpe pou deklannche yon mouvman solidarite ki pèmèt òganizasyon sistèm efikas ak dirab pou finanse lasante.

## **7 - Pwoteje ak valorize patrimwàn ak kreyasyon kiltirèl**

Proteksyon ak valorizasyon sa a sipoze nou mete an plas kondisyon pou proteje, promouvwa ak devlope tout domèn lakilti epi favorize pou tout sitwayèn, sitwayen kèlkilanswa kouch sosyal li, pou li gen aksè a yo. Fò anplis, yo estimile ak ankouraje an pèmanans kapasite kreyasyon atistik yo nan pèspektiv rantabilite ekonomik ak sosyal san sa pa vle di fè domèn kiltirèl la tounen yon kote moun vin fè kòb senpman.

## **8 - Yon devlopman rejyonal ekilibre**

Devlopman sa a mande yo remanbre teritwa nasyonal la dekwa aktivite ekonomik ak resous bidjetè yo pi byen repati, dekwa tou pou gen pi bon desantralizasyon ak dekonsantrasyon pou pèmèt chak rejyon jwenn sèvis epi devlope de manyè dirab potansyèl ak avantaj li genyen.

## **9 - Kontwòl devlopman iben (ki an rapò ak lavil)**

---

Kontwòl sa a ki se yon bagay endispansab, mande yon planifikasyon, yon regilarizasyon ak yon jesyon devlopman iben ki mobilize non sèlman Leta santral la, men tou kolektivite teritoryal yo ak konkou kapasite plizyè branch pwofesyonèl. Priz an chaj sa a ap gen pou l pran ankont akselerasyon vitès proses bidonvilizasyon an, ak privasyon dramatik ki frape yon bann fanmi. Se yon seri mezi ijan san pran souf ki pou pran pou amelyorasyon dirab aparans vil nou yo.

## **10 - Yon entegrasyon san blòf Ayisyèn ak Ayisyen k ap viv aletranje**

---

Entegrasyon sa a rekonèt wòl empòtan konpatriyòt nou kap viv nan plizyè peyi etranje nan lavi ekonomik ak sosyal peyi Dayiti, san konte atachman yo ak tè kote yo soti a. Li nesesè pou yo mete an plas rapid rapid on seri lwa, estrikte ak mekanis ki garanti patisipasyon yo tout bon vre nan devlopman nasyonal ak nan vi politik peyi Dayiti. Menm jan tou, li endispansab yo konsidere yon amandman nan konstitisyon an ki rekonèt lè yon moun natirize nan peyi etranje sa pa fè li pèdi nasyonalite ayisyèn li e fòk deba fèt ak tèt poze sou sa ki veritab enterè peyi a sou kesyon doub nasyonalite a.

## **11 - Lanviwónman kòm yon priyorite nasyonal**

---

Jounen jodi a, lanviwónman se yonn nan pi gwo priyorite nasyonal nou genyen. Risk yon famin jeneral, mank dlo pou bwè ak dezètifikasyon akselere ki menase lavi moun ak bèt sou teritwa nasyonal la, fòse nou, a mwayen e kou tèm, pou nou jere rasyonèlman non sèlman resous natirèl nou yo, men risk ak dezast ki pandye sou tèt nou. Devlopman pwogresif pou moun jwenn dlo epi nouvo sous èneji, sa pral kreye pi bon kondisyon pou bloke deforestasyon alaman an pou pèmèt lanati rejwenn ekilib li.

## **12 - Yon Nouvo Kontra Sosyal pou nou reprann souverènte nou**

---

Souverènte sa a pa depann de souverènte yon prezidan osnon yon gouvènman, men li depann de souverènte pèp la limenm ki konstate Leta rekonèt ak proteje dwa fondanatal li. Souverènte sila a, se li sèlman ki rann pi fèm epi ki ranfòse Leta ayisyen nan rapò l ak lòt Leta sou latè a e rann li pi alèz pou li defann ni teritwa nasyonal la, ni resòtisan ayisyen yo, ni enterè fondanatal peyi a nan mitan yon monn ki ap globalize pi plis chak jou.

**Ann rekonèt, andeyò pwen nou dakò sou yo la a, pèsistans yon seri blokaj istorik, diskriminasyon ak prejije ki konstitye yon antrav ki anpeche inite sosyal nou ;**

---

# Ann tonbe dakò pou nou depase :

## **1 - Diskriminasyon alankont peyizan yo**

Diskriminasyon sa yo kontinye ekziste, ant òt, akòz vèni yo lage sou eta sivil peyizan yo epi yo vin derefize rekonèt wòl fondalnatal yo nan kenbe ekonomi nasyonan la. Se yon makaj ak mepri ki kontribye kenbe peyizan yo andeyò sitwayènte a, e sa ankouraje rapò sosyal ki fonde sou mank oubyen absans konsiderasyon pou tout bagay ki raple de prè ou de lwen kondisyon esklizyon ak majinalizasyon sa a.

## **2 - Diskriminasyon kont lang kreyòl la**

Diskriminasyon sa yo nou vin jwenn yo nan sistèm eskolè a menm jan ak nan medya ekri yo ak nan administrasyon yo, reprezante pou yon gwo moso nan popilasyon an yon obstak majè nan jwisans reyèl tout dwa ak privilèj ki mache ak sa nou rele sitwayènte a. Vye pratik diskriminatwa sa yo vizavi sèl lang tout popilasyon ayisyèn nan pale a, ranfòse esklizyon an pase kreyol la se prensipal zouti pou tabli veritab lyen sosyal ant tout moun.

## **3 - Diskriminasyon kont Vodou a**

Diskriminasyon sa yo ki kontinye fèt kont vodou a se rezilta mak fabrik lesklavaj, volonte nou genyen pou nou pa rekonèt gwo wòl li jwe nan kesyon sosyal anpatikilye nan zòn riral yo tankou li ede anpil nan enspire kreyasyon kiltirèl ak atistik nou.

## **4 - Diskriminasyon kont fi yo**

Prejije ki fè yo pa konsidere fi egal ego ak gason lakòz yo ekate fi yo nan domèn piblik la, e nou vin derefize fi yo menm dwa ak gason nan jan travay òganize ak nan jan lavi politik peyi a mache. Prejije sa yo kontribye anplis konsolide dominasyon gason sou fi, e sa lakòz, nan plizyè aspè lavi sosyal

la, fi yo sibi abi ak pratik vyolans ak esklizyon.

## **5 - Diskriminasyon an rapò ak lasante epi moun ki gen yon pwoblèm yo rele andikape**

Diskriminasyon kont moun poutèt pwoblèm fizik ou mental oubyen poutèt sante yo, se de obstak pou nou rekonèt diyite moun sa yo kòm moun epi rekonèt sitwayènte yo egal ego ak lòt sitwayen peyi a. Yon sosyete ki pa konsidere komsadwa kesyon moun yo rele andikape yo, montre pwòp difikilte l pou li konstwi yon sitwayènte solidè, sètadi yon sitwayènte ki pa pouse do sèten moun.

## **6 - Refi dwa ak pwoteksyon timoun**

Refi sa a, se eritaj pratik epòk esklavaj la. Li frennen konstriksyon yon sosyete egalitè, li kenbe timoun andeyò tout dwa. E li retire yo tout pwoteksyon yo ta sipoze jwenn. Sa kontribye, ant òt, lage yo nan delenkans, epi fè yo viktim tout kalite move trafik. Refi sa a, yo rejwenn li tou nan pratik papa ki abandone pitit yo oubyen ki pa pran responsabilite vizavi yo.

## **7 - Diskriminasyon sou pratik relijyon yo**

Libète relijyon, se dwa ki mete sou kote tout fòm diskriminasyon alandwa tèl pratik oubyen tel lòt pratik. Leta ayisyen ta dwe gen menm kalite relasyon ak tout relijyon, de fason pou li proteje dwa ki pèmèt yo ekzèse an tout libète. Pou ekzèse

dwa sa a se pandan, sa dwe fèt nan kad la lwa, respè diyite moun epi libète konsyans ak opinyon.

## **8 - Vizyon limite nou genyen sou nosyon pèp**

---

Vizyon limite sa a, se lè yo konsidere pèp la se sèlman moun ki pòv ak analfabèt e yo pa konsidere kòm pèp moun ki pi alèz e ki pi edike. **Nouvo Kontra Sosyal** la baze sou yon vizyon ki pa kite okenn gwoup andeyò pèp la, pase vizyon limite ak eskliivis sa yo antrave posibilite pou tout moun ekzèsè sitwayènte yo epi devlope nenpòt pwòjè nasyonal ak nenpòt pwòjè ki defann menm kòz.

## **9 - Prejije koulè**

---

Prejije sa a pran nesans anba dominasyon lesklavaj ak dominasyon kolonyal. Dominasyon sa yo kite pou nou kòm eritaj yon klasman abitè, pou ni fi ni gason selon koulè po yo. Bagay sa a vin ranfòse yon fòmasyon sosyal ki te deja konstwi sou gwo esklizyon. Yo sèvi ak prejije koulè a nan domèn politik pou manipile ak kache veritab kòz ak kompleksite esklizyon an. Se pou sa, prejije koulè a konstitye yon veritab obstak, e li anpeche nou pran konsyans de nesosite egalite sitwayèn nan.

## **10 - Yon demisyon kolektif devan lamizè**

---

Demisyon kolektif sa a parèt nan tout nivo sosyete a lè nou asepte yon degre mizè lòt moun nou pat dwe asepte. Sitiyasyon sa a fè n, vle pa vle, souzestime potansyèl kreyatif, enèji ak volonte ki ekziste nan kouch defavorize yo nan lit yap mennen de fason endividyèl pou yo pa mouri.

## **11 - Yon pèsèpsyon negatif sou larichès**

---

Pèsèpsyon sa a pa mete ase an valè pwodiksyon richès nan okenn domèn, e sa valab pou tout nivo sosyete a. Nan pèspektiv sa a nou pa rive konprann kòm sa dwa travay se prensipal mwayen pou yon moun genyen ak pwodwi richès. Moun pa apresye kreyasyon antrepriz ak kreyasyon anlwa tankou yon sipò pou devlope tout sosyete a. E jodi a,

nou konstate yon konfizyon nan pwodwi richès nan kad legal ak repè dwa epi anrichisman lalwa pa pèmèt sètadi anrichisman nan zafè krochi, nan koripsyon.

## **12 - Yon move konsepsyon sou lotorite**

---

Konsepsyon sa a, se yon devyasyon nosyon otorite a paske li konsidere tout chèf tankou yon potanta. Konsa, konsepsyon lotorite sa a fè yo konsidere yon prezidan tankou yon bon papa soti nan Papa Desallines pase pa Papa Pétion, rive nan Papa Dok tonbe nan Lafanmi. Tout konpòtman sa yo kontribye kenbe popilasyon an nan yon kondisyon timoun piti epi sètoblije l viv nan yon rejim moun pa olye pou li viv nan yon rejim de dwa.

## **13 - Sèten konsepsyon fo sou Leta**

---

Yo jwenn nan divès kouch sosyal yon sèten konsepsyon sou Leta. Moun yo wè Leta tankou yon enstriman ki osèvis yon kategori sitwayen sèlman. Yo wè Leta tankou yon sous ki pap janm fini pou moun anrichi tèt yo oubyen ankò tankou yon machin kraze zo. Men yo wè l tou tankou yon antite ki la pou sastifè rapidman tout bezwen popilasyon an. Tout vizyon sa yo konstitye yon seri obstak pou Ayisyèn ak Ayisyen yo rive genyen yon veritab sitwayènte. Sa anpeche yo konstwi yon Leta ki kapab garanti dwa fondamantal ak devlopman nasyonal.

# Pou tèt sa :

## **Antanke sitwayèn, sitwayen, nou pran angajman ni nan lavi piblik nou, ni nan lavi prive nou:**

- 1 pou nou anfavè aktivite pou promosyon ak aplikasyon pwen akò nou eksprime ak swete pou pi fò majorite konpatiyòt nou nan kad yon seri konsiltasyon nasyonal ;
- 2 pou nou fè jefò ki nesèsè pou nou depase konpòtman diskriminasyon ak esklyosyon nou ta idantifye kòm blokaj pou anpeche nou konstwi yon sitwayènte ayisyèn egalite ak solidè ;
- 3 pou nou ranfòse kapasite nou pou nou gade tèt nou epi devlope imilite lakay nou pou nou chèche san dezanpare yon nivo sajès ni individyèl ni kolektif, espesyalman lè nou fè aprantisaj san rete pou nou rezoud konfli nan dyalòg ak mwayen pasifik ;
- 4 pou nou kiltive san rete lakay nou tolerans, konsiderasyon pou lòt moun, renmen pou konsitwayèn ak konsitwayen nou, epi respè pou tout minorite ;
- 5 pou nou fè pwomosyon ak mete an valè nan langaj nou, nan atitid nou, nan konpòtman nou peyizan ayisyen, kreyòl ak lakilti nou ;
- 6 pou nou respekte ak mete an valè egalite ant fi ak gason e wòl fanmi nan ranfòsman lyen sosyal la ;
- 7 pou nou renonse nan fason nou pale, nan konpòtman nou ak nan atitid nou, a tout pratik diskriminatwa kont timoun, moun yo rele andikape ;
- 8 pou nou kenbe yon menm respè pou tout relijyon ;
- 9 pou mete anvalè lespri inisyativ menm jan ak kreyasyon richès materyèl, kiltirèl osnon atistik nan kèlkilanswa nivo sosyal ;
- 10 pou nou goumen dyanm san detou pou nou remete kanpe, epi pwoteje patrimwàn ak anviwònman ;

- 11 pou nou pa itilize san gade dèyè resous ke nou pa jwenn fasil pwoteje yo pou lòt jenerasyon kap vini ;
- 12 pou nou kòmanse devlope pratik ki kontribye lavènman yon pèp sitwayen andeyò orijin sosyal, relijyon yon moun genyen, seks li, koulè po li, kapasite fizik ou mental li, oubyen pou tèt li pa ta viv anndan peyi a ;
- 13 pou ranfòse de fason aktif tout asosyasyon Sosyete Sivil la ak tout enstitisyon politik tankou Palman an, Asanble Local yo ak Pati Politik yo ;

## **antanke sitwayèn, sitwayen, nou deklare nou dakò pou nou fose Leta Ayisyen nan politik piblik lap mennen :**

- 1 pou li anchaje tout bon vre wòl li genyen pou konstwi yon veritab nasyon sitwayèn ;
- 2 pou li fè plis moun benefisye sistèm ledikasyon an, sistèm lasante a, lojman, lajistis ak tout sèvis debaz yo ;
- 3 pou li konsanti envesti an premye nan enfrastrikti kominikasyon yo, elektrisite, ki se faktè ki ka ranfòse lyen sosyal ak kèkontan pou nasyon an ;
- 4 pou li pran dispozisyon jiridik ak administratif pou goumen ak pini tout pratik diskriminatwa akòz orijin sosyal, sèks, koulè po, relijyon ak sèten andikap yon moun genyen ;
- 5 pou li ankouraje pran mezi ki pouse devlopman espas kote aktivite ap mete moun ansanm epi entegre yo, espesyalman gras a espò, sèvis sivik ak inisyativ kiltirèl ;
- 6 pou li mete kanpe yon lekòl ki bay ni fi ni gason menm chans avèk metòd epi kontni yo renouvle tout tan, patikilyèman nan domèn teknoloji, epi ki mete an valè kreyòl la etan nap apran franse kòm sa dwa ak ranfòse konesans lòt lang ;

- 7 pou li pran ak aplike tout mezi ki apropiye pou konbat koripsyon ak zafè kwochi, pou l travay nan transparans epi pou Leta rann kont regilyèman sou jesyon l ;
- 8 pou li travay prese prese sans dezanpare pou remete an eta anviwónman an ak pwoteje l, epi travay pou yon devlopman iben nasyonal ;
- 9 pou li kreye rapid rapid kondisyon, anbyans ak kad apropiye pou yon modènizasyon ekonomik nan lekite epi nan sans yon devlopman dirab ;
- 10 pou li redistribye rezilta richès nasyonal la bay diferan sektè sosyal, yon fason pou l mete an branl yon veritab solidarite nasyonal ;
- 11 pou li prese fè dekonsantrasyon ak desantralizasyon an yon fason pou regle kesyon sa yo ;
- 12 pou li ankouraje reprezantan fi ak gason nan enstitisyon piblik yo, pou yo ekzèse otorite yo san yo pa bezwen kraze zo moun oubyen tonbe fè moun favè. Se nan respè dwa sitwayen nou epi respè dwa tout moun yap rive ekzèse otorite yo ;
- 13 pou li pwomouvwa otonomi ak fè lizaj dwa sitwayen nou ki se kondisyon esansyèl souverènte yon Leta nan rapò l ak lòt Leta nan yon monn kap globalize pi plis chak jou ;
- 14 pou li mete san pran souf lasitwayènte kòm valè nan tout pwogram edikatif fomèl ak enfomèl ;
- 15 pou li rezoud san pran souf tout konfli nan dyalòg, san vyolans ;

### **antanke manm ak reprezantan sektè sosyete sivil la nou pran angajman:**

- 1 **nan nivo sektè peyizan an**, pou nou toujou jwe wòl fondanatal nou nan devlopman ekonomik peyi a, pou nou kolabore nan tout politik piblik kap pèmèt nou gen ledikasyon, lasante, lajistis ak sèvis debaz yo, epi ki rekonèt nou se pwodiktrichès ; sepoutèt sa nou apiye tout antrepriz ki mete an valè ledikasyon pitit nou, an patikilye pitit fi nou defason pou nou fè pwomosyon wòl fi yo nan sosyete a, epi

travay de fason dirèk pou remete an eta anviwónman an epi pwoteje l ;

- 2 **nan nivo sektè sendikal-la**, pou nou apiye tout politik piblik ak inisyativ prive ki vle ogmante kantite anplwa ak richès nasyonal yo nan respè estrik dwa ak garanti jwenn fòmasyon, sekirite nan kote nap travay la. Nou pran angajman pwomouvwa anndan asosyasyon nou yo patisipasyon aktiv fi yo epi mete an valè wòl peyizan yo ;
- 3 **nan nivo sektè pwofesyonèl**, pou nou patisipe nan kwasans ekonomik la nan kad aktivite nou epi apiye tout politik piblik ki mache avèk mezi fiskal apropiye pou nou rive amelyore sityasyon sektè defavorize yo; epi pou nou kreyatif tout tan epi pou nou enplike nou vrèman vre nan konstriksyon sosyete ayisyèn nan; nou pran angajman pou nou ede ranfòse lyen sosyal la ni nan sa ki awè ak wòl fi yo, enpotans kreyòl la pou sosyete a ni nan sa ki awè ak peyizan yo ;
- 4 **nan nivo sektè prive a**, pou nou patisipe nan kwasans ekonomik la nan respè règ jwèt la ak respè dwa travayèz, travayè ak dwa sendika yo ; pou nou patisipe nan tout jefò solidarite ak peyi a ; pou nou bay Leta valè antanke kanal redistribisyon richès nasyonal la pandan nap ranpli obligasyon fiskal nou ; pou nou ankouraje antrepriz nou yo kreye plas pou lòt asosye ak elaji asosyasyon patronal yo ; pou nou pwomouvwa investisman ak aparasyon nouvo antrepriz pandan n ap montre enpòtans kreyòl la tankou prensipal lyen sosyal sosyete nou an menm jan ak wòl konsekan peyizan yo nan ekonomi peyi nou ;
- 5 **nan nivo asosiyasyon fanm yo**, pou nou travay ak tout lòt sektè yo pou aplike lwa ki deja ekziste ki favorize avansman fanm, pou nou ekzije nouvo lwa epi travay pou nou fè disparèt diskriminasyon kont nou menm fanm ki se potomitan fanmi, pwodiktris richès epi ki se sitwayèn pou nou travay pou emansipasyon nou tout bon nan vi politik la ; pou nou transmèt valè sitwayèn nan ledikasyon pitit nou epi pou nou ede kraze tretman ak fòs kote fi yoó sibi san rete nan domèn ledikasyon ;

- 6 **nan nivo sektè òganizasyon popilè yo**, pou nou rive fè abouti tout politik piblik ki chèche louveri pòt pou tout kominote de baz yo jwenn sèvis esansyèl tankou ledikasyon, lasante, lojman, lajistis, epi pandan yap ogmante pezape opòtinite pou yo jwenn anplwa ak investisman nan avantaj manm nou yo, pou nou menm, fi kou gason, tounen prodiktè richès tou ; pou nou mete an valè wòl peyizan yo, wòl fi yo pandan n ap fè pwomosyon respè timoun ak andikape yo ;
- 7 **nan nivo sektè vodou a**, pou nou òganize nou pou nou rive jwenn yon reprezantasyon tout bon vre kolektivite nou an ; epi pou nou travay pou vodou a patisipe ja sa dwa nan devlopman peyi a ;
- 8 **nan nivo sektè ledikasyon**, pou nou mobilize nan kad politik piblik ki kadre ak lavènman yon lekòl modèn ki bay jèn Ayisyèn ak jèn Ayisyen menm referans, ki transmèt menm valè ki nan **Nouvo Kontra Sosyal la** ; valè sa yo, se yo ki pral kontribye fè konpatiyòt nou yo, anpatikilye jèn yo, tounen de sitwayèn ak sitwayen total kapital ;
- 9 **nan nivo sektè jèn yo ak sektè etidyan yo**, pou nou double jefò nou pou nou kreye ansanm ansanm ak moun ki pi granmoun pase nou konsansis ki nesèsè a pou nou konstwi yon sosyete demokratik, jis, prospè ak solidè paske nou erite yon nasyon divize, dechire ki pa kapab bay pitit fi li yo ak pitit gason li yo sa yo bezwen ; pou asepte responsabilite pou nou kontribye nan bati epi transmèt valè ki nan **Nouvo Kontra Sosyal la** bay jenerasyon kap vini yo ;
- 10 **nan nivo moun ki pa gen tout kapasite yo, sètadi andikape yo**, pou nou pwomouvwa dwa moun ki gen bezwen espesyal dekwa pou yo tou, yo rive patisipe totalman nan devlopman nasyonal la ak konstriksyon yon sosyete ki fè jefò pou li pa kite pèsonn sou kote ;
- 11 **nan nivo sektè relijyon an**, pou nou fè pwomosyon, nan lespri **Nouvo Kontra Sosyal la**, libète pou tout moun pratike relijyon yo daprè sa lalwa rekonèt ak prevwa pou yo fonksyone e nap fasilite apropriasyon ak promosyon nan mitan sektè nou tout valè ak prensip **Nouvo Kontra Sosyal la** pou nou kapab rive ede nesans yon Sosyete Ayisyèn moral, ki gen jistis, ki prospè, eklere ak solidè ;

**Nou menm sitwayèn ak sitwayen manm oubyen reprezantan òganizasyon, enstitisyon ak regoupman ki soti nan plizyè sektè vital sosyete ayisyèn la, nan chak sektè nou yo, nou pran rezolisyon fèm pou pote, san wete san mete, tankou bagay pa nou aspirasyon ak angajman tout lòt sektè yo konsa tou menm jan ak sa sitwayèn ak sitwayen yo pran non sèlman nan vi prive yo men nan vi piblik yo tou san konte ekzijans yo poze pou politik piblik Leta a.**

---

## PLEDWAYE

---

*Aspirasyon ak angajman ki pran anndan Nouvo Kontra Sosyal la jan sa di nan Lakayè 13 novanm 2005 lan, ap rive reyalize apre yon batay manch long.*

*Gen yon Pledwaye kap fèt sou plizyè lane apre lansman ofisyèl Nouvo Kontra Sosyal la. Pledwaye sa a pral genyen twa gwo aks : yon kanpay enfòmasyon djanm, yon pwogram ledikasyon ak pwomosyon tout tan bò kote Palman an ak tout enstans kap pran dezisyon. Travay sa a ap mande pou kontinye mobilize ak ranfòse òganizasyon anndan Sosyete Sivil la pou fè yo gen plis kapasite po yo toujou rete yon fòs kap fè pwopozisyon ak presyon.*

*Nou menm sitwayèn, sitwayen nou detèmine pou nou mennen tout demach ki nesèsè pou nou rive konstwi yon nasyon demokratik, pwospè, solidè; nou kwè ak tout fòs nou yon dyalòg san rete se yon zouti enpòtan pou pèmèt nou rive jwenn objektif sa yo; nou ofri Nouvo Kontra Sosyal sa a tankou yon enstriman siyifikatif bay tout moun ki kwè nan chanjman.*



Le Nouveau Contrat Social

Nouvo Kontra Sosyal la

13 novembre / novanm 2005

*Place du Drapeau / Plas Drapo a  
Arcahaie / Akayè*